

L'urgence des convergences

Chacun peut constater que la majorité du champ syndical a pris la mesure du danger de l'offensive du Front national dans les milieux socio-professionnels. Les comptes-rendus que nous pouvons faire ici des différentes rencontres que nous avons avec des responsables syndicaux de tous horizons en témoignent. Rencontres qui nous permettent de mesurer aussi, et c'est réconfortant, l'attention que portent ces organisations syndicales à nos activités et propositions tout comme nous sommes à l'écoute des leurs. Chaque numéro d'Informations Syndicales Antifascistes, comme vous avez pu le constater, s'en fait souvent l'écho. Rencontres, enfin, où la progression, pratiquement hebdomadaire, de l'Appel ne manque pas de soulever un intérêt certain puisque militants de base ou responsables témoignent aussi par leurs signatures leur volonté de s'opposer à la gangrène fasciste. De la Maison d'arrêt de Rodez un gardien nous écrit : «Même si je suis quand même étonné qu'une minorité de nostalgiques, sous des prétextes syndicaux, tente d'introduire les idées xénophobes, racistes et antisémites d'une petite poignée d'extrémistes en mal de vert de gris.. je suis confiant, nous sommes loin d'être des moutons de Panurge ». De son côté, la CGT vient de lancer une pétition « Danger-Front national, Appel de syndicalistes et de salariés » qui s'oppose « à l'implantation du Front national en faux syndicats...qui développe des idées racistes et xénophobes, dangereuses pour l'unité des salariés, le syndicalisme et la démocratie » et en appelle à « tous les salariés et organisations syndicales à se prononcer pour défendre les valeurs humanistes et internationales du syndicalisme authentique ». Ces convergences des vouloir pour se défendre pied à pied contre la menace du parti fasciste, nous incitent à faire la proposition d'une vaste rencontre syndicale contre le danger fasciste où un état des lieux de la menace pourrait être dressé et où chacun pourrait dire comment il est possible de faire face à la menace brune dans les entreprises, bref de permettre une confrontation plurielle de préoccupations communes. Les réactions positives de divers partenaires syndicaux auxquelles nous avons soumis

cette proposition nous incitent à croire que cette rencontre est possible et nécessaire. C'est dans le sens de sa préparation la meilleure que nous entendons travailler dans les prochaines semaines.

Cheminots d'Orange, la lutte syndicale antifasciste paye:

A la SNCF d'Orange, les militants CFDT ont eu la désagréable surprise de constater que certains de leurs collègues de travail apparaissaient à visage découvert comme militants Fn. Après un moment de stupeur et des hésitations, ils ont entrepris un travail antifasciste dans l'entreprise, en collaboration avec des chercheurs travaillant sur ces questions pour la CFDT, leur fédération (FGTE), et la région CFDT PACA. Ce n'est pas sans plaisir qu'ils ont constaté l'accueil favorable de leur démarche par une large partie des salariés. L'un d'entre eux leur a dit «Vous avez dit tout haut ce que nous pensions tout bas» retournant ainsi un fameux slogan du Fn. Le courage syndical a payé. La section a doublé de nombre d'adhérents passant de 15 à 30 (sur une centaine de salariés). Une ré-syndicalisation antifasciste.

Formation syndicale antifasciste.

Les structures syndicales CFDT de la région Provence-Alpes- Côte d'Azur ont décidé d'intégrer la question du Fn lors de leurs stages de formation qui se tiendront en 1997.

FN-Transports lyonnais.

A la veille de l'appel en justice de la CFDT contre le jugement du 11/9/96 du TGI de Lyon qui reconnaissait la qualité de syndicat au FN-Transports lyonnais (FN-TL), ce dernier serait en mesure d'apporter au président du tribunal une liste de 157 adhérents Une situation inquiétante qu'Alain Renault, secrétaire général de la fédération transport CGT nous a confirmée lors d'une rencontre avec Ras l'front.

Racisme au collège privé

Le 19 novembre dernier, à Dijon, les syndicats CFDT, CGT, FEN et FSU et la

Ligue des droits de l'homme ont dénoncé, auprès du rectorat de l'académie, les propos « racistes » publiés dans le journal d'un collège privé de la ville qui accusait dans son dernier numéro les « hordes musulmanes inassimilables ».

Meeting syndicaliste antifasciste à Rouen

Plus de cent personnes ont assisté en octobre à une réunion, dont Paris-Normandie a rendu compte sous le titre « Front national, une percée syndicale qui fait peur ». Ouvert par un exposé de notre camarade Jacques Ballantines sur la nature de l'offensive du Fn dans les entreprises, les participants ont pu entendre ensuite le représentant du SUD 76 qui a souligné la progression des idées racistes parmi les salariés et évoqué les difficultés que des militants de SUD éprouvaient à comprendre l'engagement de leur organisation syndicale aux cotés des sans-papiers. Une situation confirmée par le représentant de l'UD CGT 76, également présent, et un responsable CGT de l'usine Renault de Douai qui a décrit la campagne d'explication contre le racisme, menée par sa section syndicale, auprès des salariés. Ensuite un représentant CFDT de la région PACA, fortement confrontée au Fn, devait dresser un tableau inquiétant des capacités de nuisance sociale du Fn dans sa région. Enfin ce fut au représentant de la FSU du département de constater que les enseignants n'étaient pas non plus à l'abri du poison fasciste. Le collectif rouennais devait conclure la réunion en présentant ses activités et proposait à l'ensemble des forces syndicales présentes et absentes (FO 76 et CFDT 76) de constituer un collectif syndical départemental antifasciste. A suivre.

Rencontre avec le SNJ-CGT.

Après une présentation de notre mouvement et de ses initiatives, la discussion, avec le Comité national de cette organisation syndicale, a porté essentiellement sur la position du Fn et les médias, ainsi que sur son activité dans les milieux journalistiques. Une rencontre très fructueuse puisque au terme de ce long échange, ce syndicat de journalistes

a décidé de signer l'Appel et s'est déclaré intéressé par nos propositions.

National-Hebdo dénonce le SNUI.

Selon National-Hebdo, « Les agents des impôts de Verdun sont submergés par une littérature nauséabonde distribuée par la CFDT et le SNUI » qui « s'en prennent ouvertement aux Front national ». Le SNUI, continue l'hebdomadaire « va même plus loin et s'exprime dans le mensuel Ras l'front qui lui consacre une page entière pour exposer sa haine du Fn ».

REVUE DE PRESSE

« **Synthèse bimestrielle** », le bulletin des délégués du personnel F.O., éditée par le Syndicat national du personnel des Caisses d'Epargne a publié, il y a quelques mois, la déclaration des unions départementales FO de Paris et de Seine Saint Denis à propos du discours tenu par Le Pen le 1er mai dernier. Après avoir dénoncé les dangers pour la démocratie que représente le Fn, la déclaration souligne que « la preuve est désormais établie que le mouvement syndical représentatif est menacé dans son existence par de tels agissements » et insiste sur « l'interdiction des listes Front national » aux élections professionnelles. « Il y va de l'intérêt de la démocratie sociale dans ce pays » conclue la déclaration.

SUD, journal des adhérents de SUD consacre une page au Fn. « Alerte au front » lance SUD qui dénonce l'offensive du Fn et le caractère démagogique de son discours « social ». L'article souligne que derrière la dénonciation des plans de suppressions d'emplois par le Fn se cachent une préférence nationale et familiale, la xénophobie et le racisme. Par ailleurs, SUD reproduit le texte de l'Appel des syndicalistes lancé par Ras l'front.

Dans sa lettre du 14 octobre dernier Hervé Baro, secrétaire du Syndicat des Enseignants (SE-FEN) soulignait le danger du Fn dans l'éducation nationale et indiquait « nous demandons à nos collègues de refuser la facilité qui consisterait à relativiser, à minimiser ou à nier l'importance du Fn ». Dans l'éditorial de la revue **L'Enseignant** du 12 novembre, Hervé Baro explique que « ce parti se nourrit du désespoir et de l'incapacité des forces politiques et sociales traditionnelles à apporter une réponse crédible à la détresse de tout un peuple » et appelle les enseignants « à engager une action frontale et résolue contre les thèses de ce parti extrémiste » opposé aux valeurs de l'école laïque et républicaine. La revue consacre un dossier de plusieurs pages à l'offensive sociale du Fn : son tournant social et idéologique y est analysé, la nécessité d'un combat de terrain et d'idées contre le parti fasciste soulignée. Le dossier donne ensuite la

parole au président de la FCPE ainsi qu'à Pierre-André Taguieff, Pascal Perrineau et Claude Lelièvre qui apportent des éclairages complémentaires sur le Front national. Le SE-FEN annonce, par ailleurs, l'organisation de débats à Toulon, Marignane et Orange du 17 au 22 mars 1997 « pour soutenir les collègues, les parents d'élèves et les jeunes confrontés à la logique d'exclusion et de racisme du Front national ».

Enfin signalons **Police et Société** qui, dans son numéro d'octobre, traite de l'expulsion des sans-papiers, la profanation du cimetière de Carpentras et de ses liens avec l'extrême-droite et publie le texte d'un communiqué, dont Ras l'front et la même revue sont notamment signataires, dénonçant l'agression par un commando fasciste d'une fête des associations à Poitiers .

Sur le front de la propagande

Dans sa boulimie « revendicatrice », le FN a sorti un certain nombre de plaquettes thématiques de propagande. Format 21 x 29,7, en couleur, ces dépliants sont imprimés sur papier glacé. Nous en présentons 4 d'entre eux.

Le **Cercle National des Travailleurs Syndiqués**, qui s'adresse aux "syndicalistes et salariés du secteur privé et du secteur public" se veut "l'aiguillon nécessaire à un renouveau national et syndical".

Ses mots d'ordre : "produisons français avec les travailleurs français"..."vivre et travailler au pays" ;

sa philosophie se résume ainsi : "employeurs et employés sont sur le même navire. Que celui-ci coule et tout le monde se noie". Tout un programme!

Force Nationale Transports en commun (FN TC) annonce "une autre façon de faire du syndicalisme" et "dit tout haut ce que vous pensez tout bas". Les revendications sécuritaires sont bien sûr en bonne place : "Pour le droit à la sécurité des agents". Elles côtoient la "défense du statut" "contre la privatisation exigée par Maastricht". Sous le titre "Rétablir la convivialité", le FN TC réclame "le rétablissement de la préférence familiale à l'embauche"...Il prétend aussi "rétablir la liberté syndicale" par "la liberté de présentation de listes aux élections professionnelles".....vieille chanson patronale remise au goût du jour en vue des élections prud'homales sans doute.

Le Comité de Soutien à l'Armée et aux industries de défense exige lui de "reconstruire nos armées", de "sauver nos industries de défense", de "sauver et développer l'emploi", et "défendre les villes de garnison". L'argent existe : il suffit de reprendre les "15 milliards pour un illusoire plan banlieue"....CQFD!!!

Dans une dernière plaquette "**Front National/Justice Sociale**" outre la photo de Le Pen "mineur à 19 ans" on peut lire toute une série de revendications syndi-

cales « classiques » : "réévaluer les bas salaires", "le smic à 7 000 F.", mélangées à d'autres ouvertement racistes : "étendre au secteur privé la préférence nationale", "organiser le retour des immigrés chez eux pour rendre aux français les postes de travail qu'ils occupent" ; tout cela bien entendu sous couvert de lutte contre « la mondialisation ».....

Les immigrés à la porte, les femmes au foyer, travail, famille, patrie....Ainsi peut se résumer, sans forcer le trait, la "nouvelle" "propagande sociale des fascistes...".

National hebdo et le conflit des routiers

Dans un premier temps NH dénonce : « Syndicats et gouvernement sont complices dans une opération qui vise à liquider les petits transporteurs suivant un plan établi à Bruxelles ». Puis, la semaine suivante, annonce : « Routiers : le syndrome chilien ». « ..que la colère des routiers soit légitime c'est un fait », mais NH s'étonne qu'il n'y ait pas eu de « réaction de fermeté immédiate de l'Etat ». « Dans un pays gouverné, cette affaire serait du ressort du ministère de la Défense » ajoute NH qui brouille le message en indiquant qu'« il ne serait pas étonnant la méthode employée par les routiers grévistes donne des idées à d'autres professionnels sinistrés par l'ultra-échangisme ».

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.) est édité

par la commission syndicale de Ras l'front :

Ras l'front

commission syndicale

BP 87 75561 Paris cedex 12

Tel : 42 43 22 00

Fax : 42 43 23 63

imprimé par nos soins